

# Le projet de loi Darmanin c'est toujours NON !

## Une loi essentiellement répressive et sécuritaire, un tremplin pour l'extrême droite

Après avoir attaqué le droit du travail, le droit au chômage, le droit à la retraite, le droit au logement, le droit à la santé, le gouvernement attaque le droit des étrangers.

Le projet de loi : « pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des personnes migrantes.

### Il a pour objectifs :

- ▶ La radicalisation et l'inscription dans la loi des pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et des interdictions de retour sur le territoire (IRTF),
- ▶ L'augmentation des assignations à résidence,
- ▶ L'augmentation du nombre de centres et locaux de rétention administrative.

### Il s'inscrit dans une politique :

- ▶ répressive : obsession des expulsions, inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées, les assimilant à des délinquants,
- ▶ utilitariste : la déshumanisation des personnes migrantes et leur réduction à une main d'œuvre potentielle dans des métiers dits « en tension » n'ouvrant droit qu'à des régularisations précaires.

### Il renforce :

- ▶ La dématérialisation des procédures, privant d'accès au séjour de nombreuses personnes étrangères,
- ▶ Les moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire plutôt que d'accueillir dignement celles et ceux qui fuient guerres, persécutions, misère, conséquences des dérèglements climatiques.

### Il restreint et bafoue de plus en plus les droits :

- ▶ Le droit au séjour et le droit d'asile vont être en-

core plus réduits

▶ Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, regroupement familial, accueil des femmes et des personnes LGBTQI+ victimes de violences, ...)

▶ Les droits des enfants sont de plus en plus ignorés (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents, ...)

Contre ce projet de loi qui ferait des personnes étrangères une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée aux arbitraires du patronat, de l'administration et du pouvoir politique.

## Une montée des discours haineux, xénophobes et racistes d'extrême droite

Depuis quelques semaines, l'extrême droite, de Marine Le Pen à Eric Zemmour, accompagnée des groupuscules toujours plus violents, xénophobes et racistes agissent contre les personnes étrangères, dont les demandeur-euses d'asile, contre des lieux d'accueil des personnes migrantes : Callac (côtes d'Armor) ; Carhaix (Finistère) ; Saint-Brévin-les-Pins (Loire Atlantique) ; Bêlâbre (Indre) ; Beyssenac (Corrèze).

Il ne s'agit pas de faits isolés, c'est une stratégie délibérée de l'extrême droite.

La politique du gouvernement - en faisant des migrants, des personnes étrangères ou supposées telles, les boucs émissaires de la crise - fait le lit de l'extrême droite.

## Pour un accueil digne

## Pour la fermeture des centres de rétention

## Pour la régularisation des sans papiers

DNSI appelle à participer au débat organisé par la Ligue des Droits de l'Homme

**mardi 26 septembre à 20h**

Maison du Peuple, Salle Timbaud, 4 rue Saint Paul Poitiers

**avec Marie-Christine Vergiat, co-présidente de la LDH**